DIAL 3792

AMÉRIQUE LATINE - Le scandale qui pourrait détruire l'extrême droite régionale

Kurt Hackbarth

mercredi 30 septembre 2026, mis en ligne par Dial

Après le diptyque consacré au Hondurasgate dans le numéro de juillet 2026 [1], cet article de l'écrivain et dramaturge états-unien Kurt Hackbarth décrit les activités d'un personnage clé des victoires électorales de l'extrême droite en Amérique latine, Fernando Cerimedo. Article paru dans Jacobin le 1er septembre 2026 et publié en portugais dans Outras Palavras le même jour (traduction de l'anglais par Antonio Martins).

1er septembre 2026 - *Arrêté en Bolivie, accusé de meurtre et de trafic de drogue, Fernando Cerimedo est le maillon entre la Maison-Blanche et les manipulations électorales dans sept pays. Son premier client est le bolsonarisme. Aussi est-il important de démêler le fil de l'écheveau de ses agissements.*

Le mardi 18 août, le citoyen argentin Fernando Cerimedo a été arrêté à l'aéroport international Viru Viru, à Santa Cruz de la Sierra, en Bolivie. Cerimedo, 45 ans, a été accusé de tentative de meurtre contre son ancienne compagne, l'avocate bolivienne Nadia Beller, et sa détention provisoire a été décrétée pour 180 jours. Les détails sont macabres : des images de caméra de sécurité ont montré des hommes armés, déguisés en livreurs, tirant sur Beller à bout portant avant de s'enfuir. Pour aggraver les choses, Beller, qui a miraculeusement survécu à l'attaque, était enceinte du fils de Cerimedo.

Jusque là, l'épisode pourrait être classé comme un cas – macabre, certes, mais en rien inhabituel – de féminicide infructueux après la fin d'une relation. Quelque chose qui mériterait brièvement un titre dans la section fais divers des journaux locaux. Et, de fait, c'est ainsi que plusieurs groupes concernés aimeraient présenter l'histoire. Mais Cerimedo est le mentor de la désinformation derrière les campagnes d'extrême droite qui ont pris d'assaut l'Amérique latine. Ses connexions ne se limitent pas au Cône Sud : elles s'étendent jusqu'aux cercles les plus intimes du trumpisme lui-même.

Quand on commence à analyser l'extrême droite latino-américaine, le nom de Fernando Cerimedo apparaît partout. Il était au Brésil pour aider le clan Bolsonaro à diffuser le récit de la fraude lors des élections de 2022. Il était en Argentine, où, selon Beller, il travaillait pour Javier Milei lui-même, qu'il considérait comme « fou », tandis qu'il compilait des informations sur le scandale de corruption impliquant la sœur de Milei, Karina, la secrétaire générale de la présidence. Il se trouvait au Chili, où il s'est vanté d'avoir saboté le référendum sur la nouvelle constitution, qui devait remplacer la version d'Augusto Pinochet toujours en vigueur, et il aurait également aidé la campagne présidentielle de José Antonio Kast. Il était au Pérou, fréquentant un conseiller proche de Keiko Fujimori pendant la campagne pour l'élection présidentielle de juin 2026, qu'elle a remportée avec une marge étroite. Il était au Honduras, où on le soupçonne d'apparaître dans un audio reconnaissant des délits électoraux lors de l'élection de novembre 2025, qui a débouché sur la victoire surprenante de Nasry Asfura, l'allié de Donald Trump. Et il était présent aux élections présidentielles colombiennes, où, selon le décompte officiel, un autre partisan de Trump, Abelardo de la Espriella, l'a emporté sur Iván Cepeda, avec moins de 1%, en juin 2026.

Pourquoi Cerimedo était-il autant sollicité ? Parce qu'il était l'homme qui pouvait tout articuler. Marketing politique. Segmentation d'audience. Fabriques de bots [2] avec des centaines de milliers d'utilisateurs. Recherches trompeuses. Surveillance de l'opposition. Manipulations au moyen de l'intelligence artificielle. En bref, il fabriquait des messages négatifs – mensonges ou calomnies – puis les segmentait, les sensationnalisait et les amplifiait pour atteindre un public le plus large et réceptif possible. Avec son partenaire, Javier Negre, coutumier des fausses nouvelles (condamné à plusieurs reprises en Espagne pour avoir fabriqué de fausses informations et même des entretiens entiers), ils ont fondé La Derecha Diario, une plateforme de médias en ligne créée pour diffuser ces matériaux en tant que « informations » pour toute l'Amérique latine.

Après avoir commencé en Argentine, le média a rapidement créé des éditions régionales au Mexique, en Uruguay, en Équateur, en Israël et une version anglaise aux États-Unis, où Negre est devenu une présence constante durant les conférences de presse de la Maison-Blanche. Dans le cas du Mexique, comme Negre lui-même l'a expliqué lors d'un événement de la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC), le média a été sollicité pour mettre sur le devant de la scène Ricardo Salinas Pliego, un magnat d'extrême droite, pour y « mener la bataille culturelle ». Le Mexique, selon Beller, devait être la prochaine cible. Le point de départ serait d'interférer dans les élections de mi-mandat de 2027. Tout cela alimenté par un réseau de cartes bancaires numériques trouvées sur son téléphone, totalisant environ 132,8 millions de dollars.

Mais rien n'est comparable à la Bolivie, où Cerimedo était bien plus qu'un assassin numérique : il fonctionnait comme une sorte de ministre tout-puissant sans portefeuille dans le gouvernement de droite de Rodrigo Paz, élu en octobre 2025 après une rupture dévastatrice au sein du parti jusqu'à alors au pouvoir, le Mouvement pour le socialisme (MAS). Bien qu'on ait pris soin de le garder hors de la masse salariale officielle, « le conseiller principal » a exercé ce qui équivalait, en pratique, à des pouvoirs de co-gouvernance dans les domaines de la communication, du cabinet du premier ministre et de la police. L'étendue de son pouvoir était telle que, dans les jours précédant la tentative d'assassinat de Beller, Cerimedo était en contact par tchat avec le lieutenant-colonel Erik Correa González, directeur du renseignement de la Force spéciale anti-stupéfiants de Bolivie, pour coordonner l'attaque. Correa fait également l'objet d'une enquête pour avoir potentiellement reçu des pots-de-vin de 50 000 dollars par avion pour ignorer les vols transportant de la cocaïne. En plus de la tentative de meurtre, Cerimedo fait également l'objet d'une enquête pour enrichissement illicite en lien avec le trafic de drogue, et en particulier avec le trafic de substances réglementées et la dissimulation du trafic de drogue.

C'est l'ironie des ironies. La machine de désinformation Cerimedo s'est spécialisée dans l'association du préfixe « narco » aux dirigeants progressistes, aux mouvements et gouvernements de la région afin de les discréditer. Maintenant, il est accusé non seulement de collusion avec les trafiquants de drogue, mais aussi de l'utilisation de l'un d'entre eux pour essayer d'éliminer son ancienne compagne et le fils qu'elle attendait.

Si l'histoire de Cerimedo se terminait ici, cela pourrait au moins partiellement justifier la rareté de la couverture de la presse en anglais. Mais elle ne se justifie pas. Selon une enquête publiée dans le journal mexicain *La Jornada* sur la base de documents déposés en vertu de la Loi sur l'enregistrement des agents étrangersu (Foreign Agents Registration Act, FARA), la porte d'entrée de Cerimedo aux États-Unis était Miami. La ville du sud de la Floride était plus qu'une adresse commerciale ; elle fonctionnait « comme une plate-forme de coordination entre les campagnes latino-américaines, les médias orientés idéologiquement, les consultants politiques, les organisations au sein de l'écosystème cubano-états-unien et les secteurs du Parti républicain avec la capacité d'influencer la politique états-unienne envers l'hémisphère ». La figure clé de cet environnement extrémiste est Damian Merlo, lobbyiste, consultant en relations publiques, directeur associé du Latin America Advisory Group (LAAG) et ancien agent de sécurité du département d'État états-unien à La Havane. C'est Merlo, d'ailleurs, qui a organisé l'apparition virale de Javier Milei dans l'émission de Tucker Carlson en 2023, deux mois avant son élection à la présidence de l'Argentine.

Pour Cerimedo, Merlo pouvait offrir l'accès aux bureaux des membres du Congrès profondément impliqués dans la politique d'extrême droite en Amérique latine, comme les représentants Mario Díaz-

Balart et Maria Elvira Salazar – cette dernière préside la sous-commission des affaires étrangères pour l'hémisphère occidental de la Chambre des représentants – et le secrétaire d'État Marco Rubio. De fait, sur une photo officielle du département d'État au Sommet de défense des Amériques, le 7 mars 2026, Cerimedo était assis à côté de Rodrigo Paz et en face du secrétaire d'État états-unien lors d'une réunion informelle de six personnes.

Lorsque, en 2023, Cerimedo a fondé son entreprise, Numen Academy, à Miami, Numen et LAAG ont uni leurs forces pour travailler sur la campagne de Milei. Numen a également présenté Cerimedo à une figure clé de toute cette intrigue : Brad Parscale, directeur des médias numériques de la campagne Trump en 2016 et directeur de campagne de Trump en 2020. C'était une combinaison parfaite, car les deux offraient un ensemble très similaire de « services » : c'est Parscale qui a payé environ 6 millions de dollars à Cambridge Analytica en 2016 pour utiliser les données Facebook collectées auprès de 87 millions d'utilisateurs sans leur consentement. Lors des élections honduriennes, Parscale a conseillé Numen à distance sur la façon d'utiliser les données pour cibler les électeurs. En Bolivie, il est allé plus loin, voyageant dans le pays pour aider l'équipe Numen à utiliser les outils d'analyse de données de leurs entreprises. En 2025, Cerimedo a été nommé représentant et titulaire exclusif de la licence pour l'Amérique latine de la campagne Nucleus, propriété de Parscale, et d'Eyesover, une société affiliée. « Brad a fourni toute la technologie avec laquelle je travaille », a admis Cerimedo. En octobre 2025, Parscale s'est enregistré en vertu de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA) en association avec le gouvernement israélien, par le biais de l'intermédiaire Havas Media Germany GmbH.

Les tarifs douaniers, les attaques de bateaux, l'interventionnisme déclaré, l'enlèvement d'un chef d'État au cours de mandat : même une analyse sommaire de l'attaque du second mandat de Trump contre l'Amérique latine et les Caraïbes suffit à conduire quiconque au désespoir. Mais, comme le démontre l'affaire Cerimedo, l'offensive d'extrême droite est plus fragile qu'elle ne peut paraître à première vue. De Kast à Milei et Paz, les dirigeants élus de cette vague sont devenus, très rapidement, impopulaires, compromis dans des scandales, font face à des manifestations populaires ou tout cela ensemble. Les victoires au Honduras, au Pérou et en Colombie ont été serrées, prêtes à être annulées du fait des manipulations organisées dans le Nord et métastasées dans le Sud. En l'absence d'un mandat populaire, certains ont eu recours à l'état d'exception ; d'autres, se sont accrochés avec plus de force au Bouclier des Amériques et aux « collaborations » qu'il offre avec les forces états-uniennes.

Mais le fait qu'une grande partie de cela puisse être attribuée à un seul homme caché derrière le rideau est révélateur. Cerimedo sera bien sûr écarté et remplacé ; la file d'attente d'anciens clients et collaborateurs cherchant à se distancier de lui s'est déjà formée. Mais le château de cartes qu'est l'extrême droite latino-américaine oscille sur ses fondations fragiles comme le révèle la chute de son magicien numérique.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3792.
– Publication originale (anglais) : Jacobin, 1er septembre 2026.
– Source (portugais du Brésil) : Outras Palavras, 1er septembre 2026 (traduction de l'anglais par Antonio Martins).
– Traduction de la version portugaise (Brésil) par Pedro Picho.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, les traducteurs, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3789 - « AMÉRIQUE LATINE - Hondurasgate : les enregistrements audio qui impliquent Juan Orlando Hernández dans une offensive digitale contre Petro et Sheinbaum » et 3790 -

« AMÉRIQUE LATINE - Le capital et le crime organisé contre les peuples ».

[2] Les bots sont des programmes informatiques utilisés pour automatiser des tâches répétitives. Ils peuvent être utilisés pour mimer le comportement des êtres humains et alimenter les comptes de faux individus sur les réseaux sociaux – note DIAL.